

## Landes : tracts et pétition devant les centres des Finances publiques

Publié le 19/05/2015 à 12h23 , modifié le 19/05/2015 à 12h30 par [E. St.-G.](#)

**À Dax, Mont-de-Marsan et Morcenx, Solidaires Finances publiques appelait les agents à débrayer ce mardi matin pour protester "contre la dégradation du service public fiscal"**



Une dizaine d'agents du centre des Finances publiques de Dax a débrayé ce mardi matin de 8h30 à 9h30. ©

*Isabelle Louvier*

Ce mardi matin, entre 8h30 et 9h30, une dizaine d'agents attendaient les contribuables **devant les grilles du centre des Finances publiques de Dax**. Une opération de tractage menée déjà lundi matin, et dans le même temps à Mont-de-Marsan et Morcenx, à l'appel de Solidaires Finances publiques.

Le syndicat estime que le service de proximité est en danger "aux motifs de réduction de la dépense publique [...] qui se traduit dans notre administration par une volonté assumée de "désintoxiquer" l'usager du guichet". **Dans le document distribué aux usagers, le syndicat estime que "la dématérialisation ne doit pas condamner l'accès direct de plus en plus sollicité.**

**L'administration veut obliger tous les contribuables à déposer leurs déclarations par Internet.** Cela pose de nombreuses questions d'accès, d'assistance, de confidentialité, de sécurité des données personnelles."

"La dématérialisation ne doit pas condamner l'accès direct de plus en plus sollicité"

Un recours accéléré à Internet qui se ferait au détriment des services locaux, avec **"1200 trésoreries fermées depuis douze ans**. Désormais, d'autres services sont menacés par la concentration de missions, tels que les services des impôts des entreprises, le cadastre, les services de publicité foncière."

Selon les chiffres de Solidaires Finances publiques, cinq **trésoreries et 27 postes ont été supprimés dans les Landes depuis 2009 et la fusion des services des Impôts et du Trésor**. Dix autres postes sont promis à la disparition au 1er janvier. En parallèle, le syndicat rappelle que "la fraude fiscale est estimée à 60-80 milliards d'euros".